



Jean-Michel Blanquer

« La situation permet la continuité scolaire »

INTERVIEW

STRATÉGIE En cas de reconfinement, le ministre de l'Éducation nationale « préfère les modalités qui ont prévalu en novembre, avec les écoles ouvertes »

Trois cent soixante et onze classes sont aujourd'hui fermées en France. Observe-t-on une recrudescence des contaminations en milieu scolaire depuis la rentrée ?

La courbe est comparable à celle d'après les vacances de la Toussaint: on est passé de 600 cas déclarés par jour à un plateau atteignant environ 2 000-2 500 cas quotidiens. Sur plusieurs milliers de tests réalisés au sein de l'Éducation nationale, nous avons aujourd'hui le même taux de positivité qu'en décembre. La situation permet donc la continuité scolaire, mais nous sommes vigilants.

Ne risque-t-on pas d'être obligés de fermer nos écoles, comme nos voisins européens, face à une explosion des variants ?

Tout notre travail consiste à éviter cette hypothèse, même si elle reste concevable en cas de nécessité absolue. L'école reste essentielle pour nos enfants.

Si confinement il y a, les établissements (écoles, collèges, lycées) resteront-ils ouverts ?

Je préfère les modalités qui ont prévalu en novembre, avec les établissements ouverts, d'autant que nous constatons a posteriori que notre stratégie a fonctionné. Tous les scénarios existent naturellement, mais nous partageons cette priorité éducative.

La règle, aujourd'hui, veut qu'à partir de trois cas par classe celle-ci soit fermée. Avec l'arrivée des variants, un seul élève contaminé impliquerait-il la fermeture de toute l'école ?

Nous avons des critères qui peuvent être durcis et des autorités sani-

taires qui évaluent au cas par cas les situations. Les études internationales indiquent aujourd'hui que le variant britannique a une contagiosité beaucoup plus forte, qui touche tout le monde et pas spécifiquement les jeunes.

Les variants vont-ils être recherchés au cours des tests réalisés dans les établissements scolaires ?

Chaque suspicion de présence d'un variant donne lieu à une enquête approfondie en lien avec les ARS et à un séquençage de tous les tests positifs. Notre politique de tests massifs dans l'Éducation nationale va en outre nous aider à mieux repérer le niveau de circulation de ces variants: nous pouvons en réaliser plus de 300 000 par semaine. Je ne doute pas que le taux d'acceptation de ces tests par les parents d'élèves et les personnels de l'Éducation nationale va croître. Il faut se faire tester au moindre doute! C'est utile pour soi et pour les autres.

Quand les professeurs pourront-ils commencer à être vaccinés ?

Dès que nous ouvrirons la vaccination à la population générale, au printemps.

Vous remplacez les épreuves de spécialité du bac, prévues en mars, par du contrôle continu. Pourquoi ?

Pour permettre aux élèves de travailler le plus longtemps et le plus sereinement possible. Organiser les épreuves en mars semblait trop incertain, et les lycéens ne bénéficiaient pas tous des mêmes conditions de préparation, les lycées ayant organisé les enseignements avec plus ou moins de distanciel. Nous n'avons pas voulu reporter ces épreuves en fin d'année pour sauvegarder le mois de juin.

Le nouveau bac, ce sera finalement en 2022 ?

Non, c'est dès cette année, car nous gardons l'essentiel de la réforme: les enseignements de spécialité

choisis par les élèves. Et on maintient en juin la nouvelle épreuve du grand oral et celle de philosophie.

Comment garantir l'égalité d'évaluation quand le contrôle continu représente 82 % de la note ?

Nous allons diffuser un guide d'évaluation du contrôle continu, ainsi que les sujets d'examen initialement prévus: les enseignants pourront s'en servir comme modèles. Et nous mettons en place un dispositif pour harmoniser les notes.

Quelle aide l'Éducation nationale peut-elle apporter aux élèves qui souffrent psychologiquement ?

Le fait de maintenir les établissements ouverts grâce aux protocoles stricts contribue à la bonne santé psychique des élèves. Ils sont heureux de venir en cours: malgré la crise sanitaire, nous avons observé moins de décrochages en 2020 qu'en 2019. C'est un atout pour la France, et cela doit être une fierté collective.

Le mal-être est vivace chez les étudiants. Les universités pourront-elles accueillir à partir de demain les premières années, par demi-groupes, en travaux dirigés. Pourquoi n'ont-elles pas ouvert plus tôt en demi-groupes, et pour tous les élèves, comme de nombreux lycées ?

La plupart des pays du monde ont fait le même choix pour les universités: développer l'enseignement à distance, considérant que ces jeunes adultes sont plus autonomes. Dans les lycées, les cohortes sont plus restreintes, les brassages plus faciles à éviter. Les universités s'organisent pour faire de même. Le président de la République a annoncé jeudi la possibilité pour tous les étudiants d'avoir des cours en présentiel au moins une fois par semaine.

Peur d'un diplôme bradé, du chômage, solitude, précarité... Le gouvernement n'a-t-il pas perdu la bataille face au malaise étudiant ?



La bataille n'est pas perdue et nous la menons. Nous avons mis en place toute une série de dispositifs pour les accompagner : le plan « un jeune, une solution », l'extension de la garantie jeunes, 100 000 postes supplémentaires en service civique... Le Président a été clair : la jeunesse est notre priorité. Toute notre société, maintenant et après la crise, doit être mobilisée pour agir au quotidien et donner des perspectives à notre jeunesse.

Malgré les annonces d'Emmanuel Macron (repas à 1 euro dans les restaurants universitaires, chèque santé mentale, un jour par semaine en présentiel), des syndicats appellent à une mobilisation mardi...

C'est un mouvement lancé par certains syndicats, mais pas tous. Dans le contexte sanitaire, le moment ne me semble pas approprié, d'autant que je suis à l'écoute des revendications. Nous venons par exemple d'engager un vaste mouvement de revalorisation salariale dans le cadre du Grenelle de l'éducation, qui représente jusqu'à 100 euros en plus par mois pour les plus jeunes professeurs dès 2021 et qui va s'amplifier en 2022.

Quelles leçons peut-on tirer du Covid pour imaginer l'école d'après la crise ?

Même si tout n'a pas été parfait, chaque Français a pu voir que la maison Éducation nationale, loin d'être un pachyderme préhistorique, a fait preuve d'agilité. Certaines adaptations perdureront. Par exemple, les vacances apprenantes nous ont permis de rendre les colonies de vacances plus éducatives et attractives. Le Grenelle de l'éducation devrait esquisser ce que sera l'école de demain, un lieu où l'esprit d'équipe règne, où la technologie vient en appui du professeur, avec une vision moderne et personnalisée du parcours de chaque professeur.

De quelle société hériterons-nous au sortir de cette crise ?

Les crises sont une croisée des chemins : le pire comme le meilleur est possible. Un scénario pessimiste serait celui du repli sur soi, d'un appauvrissement, d'un accroissement des inégalités femmes-hommes, d'une baisse mondiale de la scolarisation... La crise peut conduire à « recroqueviller » les libertés, car on s'habitue à les sacrifier, ou à une infantilisation. Face à ces risques réels, on doit proposer

un avenir beaucoup plus optimiste.

Lequel ?

Prenons appui sur les qualités de résilience de la société française, sur les capacités de sursaut de l'Europe. Une première réponse forte sera bien sûr l'éducation. C'est elle qui va sauver le monde. Il faut que tous les pays lui accordent une part plus importante de leur PIB. Plutôt qu'une dépense

publique qui répare, nous devons avoir un modèle qui investit dans l'avenir, donc dans la jeunesse. Et il faudra avoir les idées claires, avec une boussole : l'esprit républicain.

« Le mouvement de grève de mardi a été lancé par certains syndicats, mais pas tous »

Mènerez-vous la campagne régionale en Île-de-France ?

Chacun comprend que la crise sanitaire et la poursuite des réformes me mobilisent. Je donnerai ma réponse dans quelques jours. Si je ne devais pas être candidat, l'important est ailleurs : l'hypothèse de ma candidature a permis de rassembler les élus franciliens de toutes les composantes de la majorité et d'avancer dans la construction d'un programme pour améliorer la vie quotidienne des Franciliens. Ce collectif est composé de personnes de très grande valeur, capables de reprendre le flambeau, comme Laurent Saint-Martin, qui a été à mes côtés dans cette première phase. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
SARAH PAILLOU, MARIE QUENET
ET DAVID REVAULT D'ALLONNES

« Le Président a été clair : la jeunesse est notre priorité »